



Manifeste « pour une conception communiste de l'Économie sociale et solidaire »

en kiosque le 12 septembre - en librairie le 14 septembre

Contact presse :

Sylvie Mayer esspcf@gmail.com 06.81.74.10.13

Des interviews peuvent être organisés avec les auteurs
Et un service de presse assuré aux journalistes

Le Parti communiste publie un Manifeste « pour une conception communiste de l'Économie sociale et solidaire.

A l'issue de la crise sanitaire, à un moment où de nombreuses entreprises sont ébranlées, menacées de fermeture, cet ouvrage arrive à point. **Depuis plus de 15 ans**, le Parti communiste s'est investi dans « l'économie équitable », le commerce équitable et l'économie sociale et solidaire.

- 2001/2003 L'économiste communiste Maurice Décaillot publie « l'Économie équitable » et « Le juste prix » (L'harmattan).
- 2005 création de la « **Commission nationale économie sociale et solidaire** » du PCF animée par Sylvie Mayer. Diverses initiatives sont organisées au fil des années :
- 2005, création de "la Lettre de l'économie équitable" puis en 2014 de « **Coopér'actif** » **bulletin bimensuel**,
- chaque été **vente de fruits et légumes au juste prix à la Bastille**, et des rencontres régulières avec les syndicats paysans,
- 2005 à 2007 **relevé dans toute la France de prix alimentaires** donnant lieu à des comparaisons par grandes surfaces,
- des **formations pluriannuelles** des militants et élus communistes sur l'économie sociale et solidaire et de multiples conférences débats partout en France à l'initiative des communistes locaux,
- des **rencontres nationales d'acteurs du commerce équitable et de l'économie sociale**,
- des **propositions à chaque élection territoriale et présidentielle** : développement des coopératives, vie associative, défense des mutuelles, circuits courts et économie circulaire, banques coopératives démocratiques et solidaires.
- **L'Humanité partenaire du mois de l'ESS** publie mensuellement **4 pages consacrées aux acteurs et initiatives de l'ESS**.
- La commission nationale ESS du Pcf s'est investie dans les États généraux de l'ESS organisés par Claude Alphandéry, et dans la préparation de la loi Hamon.
- Les groupes parlementaires communistes ont déposé des amendements et des **propositions de loi** en faveur de l'ESS, notamment pour **un droit de préemption des salariés en cas de vente de leur entreprise**.

Manifeste

« Pour une conception communiste de l'Économie sociale et solidaire »

Il s'agit d'un livre, outil pour tous ceux qui veulent s'inscrire dans une démarche de dépassement du capitalisme et construire un monde qui n'a encore jamais existé. Avec ce Manifeste, nous cherchons à montrer que l'on peut en trouver les prémisses (ou pré-conditions) dans l'ESS.

Prémisses qu'il faut développer, faire fructifier, et améliorer, mais dont il faut avant tout prendre conscience.

Ce manifeste s'adresse donc à la fois

- aux communistes, parce qu'ils ont toujours voulu construire un monde post-capitaliste mais n'ont pas toujours pris conscience des potentialités de l'ESS,
- aux acteurs de l'ESS, qui n'ont pas non plus toujours pris conscience des potentialités de leurs pratiques et de leur lien avec le combat des communistes,
- aux journalistes, chercheurs, enseignants, étudiants.

Il s'agit de participer à faire naître une nouvelle culture pour lutter contre ces « monstres » dont Gramsci voyait l'apparition : *" le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître et dans ce clair-obscur surgissent les monstres "* écrivain et théoricien politique italien d'origine albanaise - Secrétaire général du Parti communiste italien en 1925.

Ce manifeste initié par la

Commission Economie Sociale et Solidaire (ESS) du PCF (créée en 2004) est le fruit d'un travail collectif d'une vingtaine de militant.e.s du parti et de partenaires. Ils et elles ont joint leurs compétences, pour détailler dans l'ESS ce qui peut s'apparenter à du « communisme déjà là » et pour évaluer les multiples obstacles au maintien de l'ESS comme à son développement. Nous avons vu comment améliorer ses « valeurs ». Nous faisons des propositions de court et moyen terme. Et nous détaillons ses relations avec les services publics et, d'une manière plus générale, avec le Commun.

<https://ess-pcf.fr/>



Manifeste : Le sommaire

Introduction

Chapitre I. Qu'est-ce que l'ESS ?

Bref historique - Les structures de l'ESS - L'ESS en chiffres

Chapitre II. Du communisme déjà là dans l'ESS aujourd'hui

Les valeurs communistes dans l'ESS - Le rôle des valeurs de l'ESS dans la lutte idéologique - Construction d'un imaginaire collectif non-capitaliste - Mises en pratiques

Chapitre III. Les obstacles à dépasser ou à combattre

Les obstacles structurels - Les obstacles institutionnels et législatifs - Les obstacles économiques - Les obstacles idéologiques

Chapitre IV. ESS, services publics, entreprises : coopération modèle et/ou amorce?

Les Services publics - Corrélations entre missions, complémentarités d'action

Chapitre V. Propositions à court et moyen terme pour construire des alternatives solidaires, féministes, citoyennes et écologiques

Améliorer et renforcer l'existant - Lutter pour des modifications législatives, structurelles et comptables - La problématique d'une conception communiste de l'ESS recoupe celle des communs - La preuve par la pandémie et perspectives communistes

Conclusion

Les 20 co-auteurs et co-auteurs du Manifeste

Jean Jacques Barey, opérateur culturel. Participe à l'animation de la commission culture du PCF depuis de nombreuses années

François Bernard, cogérant de la coopérative Alicecoop qui accompagne des entreprises d'économie solidaire, président de la compagnie école du Théâtre du fil, membre de la commission ESS du PCF

Benoît Borrits, chercheur militant, concepteur du site « *economie.org* » et co-animateur de Cerises, auteur de « *Virer les actionnaires, pourquoi et comment s'en passer ?* » (éd Syllepse, 2020)

Anne lise Bourgeois, doctorante en Sociologie à l'Université de Rennes 2, analyse l'émergence de formes alternatives aux paradigmes du néolibéralisme

Jacques Cardot, animateur du Collectif citoyen de défense de la ruralité en Auxois-Morvan, référent ESS du PCF 21

Maurice Décaillot, économiste, spécialiste de l'ESS et auteur de plusieurs ouvrages sur le sujet (le juste prix, étude sur la valeur travail et les échanges équitables L'Harmattan – Demain l'économie équitable Bases, outils, projets. L'Harmattan)

Danielle Demoustier, maître de conférences honoraire, Institut d'études politiques de Grenoble, autrice de nombreux ouvrages sur l'ESS

Pascal Glemain, maître de conférences HDR en Sciences de gestion-Management et en ESS à l'université Rennes 2, auteur d'articles et d'ouvrages sur l'ESS et ses (r)apports aux territoires

Janine Guespin-Michel, Professeur Honoraire université de Rouen, (co-coordinatrice du projet), autrice d'ouvrages sur *la pensée dialectique du complexe*,

Jean Pierre Israël, professeur de mathématiques à la retraite

Sylvie Mayer, co-coordinatrice du projet, co-animatrice de la commission nationale ESS du PCF, députée européenne de 1979 à 1994. Conseillère régionale Ile de France de 1998 à 2005. Co fondatrice de la Fondation Gabriel Péri

Luc Mboumba, membre de La Manufacture Coopérative et de Coopaname, conseiller municipal et territorial (Grand Paris-Sud Est Avenir)

Jacques Michelet, membre de la commission ESS du PCF, responsable de club sportif, expert du monde du travail (santé et travail)

Jean Philippe Milesy, animateur des Rencontres de la Plaine, auteur de « *Histoire sociale de l'économie sociale* » (Fondation Gabriel Péri)

Jean Claude Peron, professeur des écoles retraité, militant de l'association L'économie Sociale Partenaire de l'École de la République qui rassemble 46 organisations de l'ESS.

Jean Paul Pla, co créateur du Sol Violette, animateur de FOLIES: Formation Locale et Internationale à l'Économie Solidaire

Jean Paul Plassard, membre de la commission ESS du Pcf, animateur d'Espaces Marx Anjou et de REALPE (Réseau d'élus et d'autorités progressistes européennes). conseiller régional des pays de Loire 1998 à 2004

Rémi Tessier, ancien responsable syndical interprofession, cadre dans une mutuelle.

Jean Paul Vanhoove, retraité, membre du PCF, militant du commerce équitable et rédacteur de l'Agenda des actions africaines

Avec nos remerciements à **Serge Guillou**, ouvrier, pour sa relecture militante du Manifeste



Manifeste : quelques extraits et éclairages sur son contenu

L'introduction

Dans l'éditorial de Coopér'actif de février 2019, Caroline Besse écrivait : « *En tant que communistes et militant-e-s de l'ESS, nous savons que ses principes et valeurs en font un chemin privilégié vers le dépassement du capitalisme...* ».

De quoi s'agit-il plus précisément ?

Nous savons que le « dépassement du capitalisme » ne passera ni par un « grand soir », ni par la seule prise du pouvoir par les urnes. **Ce sera un changement profond de société qui devra d'abord s'appuyer sur l'existant plus ou moins ébauché** (que l'on nomme souvent « **le communisme déjà là** »), **tout en le développant et en créant du nouveau.**

L'ESS fait partie de ces ébauches de société communiste par les valeurs émancipatrices et solidaires sur lesquelles elle repose....

Chapitre I. Qu'est-ce que l'ESS ?

1. Bref historique - 2. Les structures de l'ESS - 3. L'ESS en chiffres

Histoire, structures et chiffres permettent de faire un tour de l'économie sociale et solidaire hier et aujourd'hui.

Chapitre II. Du communisme déjà là dans l'ESS aujourd'hui.

II-1. Les valeurs communistes dans l'ESS

1. Les valeurs démocratiques : vers une nouvelle démocratie - 2. Les valeurs de solidarité - 3. La non-lucrativité ou lucrativité limitée, une valeur révolutionnaire - 4. la valeur du sens du travail - 5. L'ancrage territorial et environnemental et les solidarités territoriales

Il s'agit ici de déceler ce qui, dans l'Économie Sociale et Solidaire d'aujourd'hui, peut être considéré comme un point d'appui pour dépasser le capitalisme, d'identifier en quelque sorte les « pépites de communisme » qui pourraient ouvrir des perspectives et des tâches pour les militants. Nous analysons les valeurs communistes présentes dans l'ESS, leur rôle dans la lutte idéologique, et leur mise en pratique.

II-2. Le rôle des valeurs de l'ESS dans la lutte idéologique : Construction d'un imaginaire collectif non-capitaliste

Le capitalisme se maintient, malgré l'amplification de ses méfaits et des dangers catastrophiques qu'il occasionne. Il le peut grâce, notamment, à son hégémonie idéologique basée sur l'idée « il n'y a pas d'alternative (TINA) ». Autour de cette idée s'est développé, pour la conforter, un imaginaire complexe, l'imaginaire libéral-capitaliste. La lutte idéologique a pour but de favoriser un changement d'imaginaire, supprimant TINA et rendant souhaitable et possible un dépassement du (ou une alternative au) capitalisme. Ce changement d'imaginaire se construit d'ores et déjà dans de multiples secteurs, de la lutte pour un véritable développement durable à l'agroécologie et à l'ESS.

En conclusion de son ouvrage *L'économie sociale et solidaire* (éditions la Découverte 2001), Danièle Demoustier écrivait : « *Ainsi l'économie sociale et solidaire ne sera plus considérée comme un archaïsme du XIXe siècle ou comme la solution ultime à tous les problèmes sociaux, mais comme une force d'inspiration et d'exploration pour construire un mode de développement plus démocratique et solidaire* »...

1. Des valeurs de l'ESS à un changement d'imaginaire dans l'ESS

- Démocratie exercée dans l'entreprise avec les exemples des Fralib ou de Macoretz,
- Démocratie citoyenne, avec les outils co-construits par l'Association Ap2E-Agir pour une économie équitable,

- Valeurs de solidarité pour laquelle les exemples sont nombreux du Secours populaire à la Cimade en passant par Artisans du monde ou Frères des hommes, les logements coopératifs, les CUMA ou les épiceries solidaires.

- La non-lucrativité chassant les actionnaires de l'entreprise,

- Une nouvelle vision du travail illustrée notamment par les CAE, coopératives d'activité et d'emploi remplaçant l'exploitation en auto-entrepreneuriat, les « Territoires zéro chômeur de longue durée »

2. Transmettre hors de l'ESS les valeurs de l'ESS

Les valeurs et l'imaginaire de l'ESS doivent-elles être réservées aux seules entreprises actuelles de l'ESS ou, tout ou partie d'entre-elles peuvent-elles concerner d'autres entreprises ou structures collectives ?

3. L'éducation à l'ESS, un enjeu de société

Le code de l'éducation affirme : « L'enseignement moral et civique se prête particulièrement aux travaux qui placent les élèves en situation de coopération et de mutualisation favorisant les échanges d'arguments et la confrontation des idées ». A partir de cette affirmation se sont développées des expériences de coopération au sein de l'école.

II-3 Mises en pratiques

1. Les recherches autour des mises en pratiques

De nombreuses institutions de recherche académiques ou non se penchent sur la mise en pratiques des valeurs coopératives. **La manufacture coopérative (ou Manucoop)** est une [recherche-action](#) ambitieuse visant à accompagner la transformation de collectifs de travail (groupes d'usagers, PME, associations, projets étudiants, collectifs informels d'individus autonomes regroupés autour d'une profession...) en organisations coopératives...

2. L'importance des mises en réseau

En dépit (ou peut-être à cause) de l'importance des « réseaux sociaux », la notion de réseaux reste peu comprise... Un réseau peut permettre d'utiliser et développer les valeurs de responsabilité, de créativité, d'échange d'expériences de chaque membre avec les autres. Les réseaux de coopératives, [le réseaux de monnaies complémentaires citoyennes \(MLCC\)](#) en sont des exemples.

Chapitre III- Les obstacles à dépasser ou à combattre

III-1. Les obstacles structurels

III-2. Les obstacles institutionnels et législatifs

1. L'ESS en général

La loi de 2014 a donné au secteur de l'ESS une visibilité inédite, mais en même temps, a augmenté les freins et les obstacles à la mise en œuvre de ses valeurs. Entreprenariat dit « social », marchandisation des activités associatives à travers les « contrats à impact social », « social business » dans lequel peuvent s'engouffrer les investisseurs privés...

2 Les associations

De plus en plus, le « contrôle » des pouvoirs publics sur les associations subventionnées est strictement financier, la qualité de l'action et le niveau de difficulté affronté sont ignorés.

3. Le monde mutualiste

Les lois françaises et les directives européennes ont bouleversé la vie des mutuelles. On est passé de plusieurs milliers de mutuelles à quelques centaines, à des alliances avec les institutions de prévoyance paritaire, et à la naissance de grands groupes mutualistes présents sur l'ensemble du territoire (Aesio, Vyv, Ociane, Matmut...).

Si chacun continue à se revendiquer de son appartenance à l'économie sociale et solidaire et à ses valeurs, le poids économique, la concurrence exacerbée avec le monde de l'assurance, la place du courtage ne contribuent pas toujours à ce qu'elles se comportent comme on pourrait l'attendre.

III-3- . Les obstacles économiques

1. Les impératifs du marché

La concurrence s'efforce d'empêcher l'ESS d'accéder aux marchés à des prétextes variés (concurrence faussée, fiabilité économique insuffisante...).

2. La comptabilité, ce n'est pas neutre

Des propositions innovantes en matière de comptabilité émergent progressivement. elles ne constituent pas encore une rupture avec le système, mais une tentative d'inclure de nouveaux facteurs sociaux et environnementaux dans le système comptable libéral-capitaliste. La comptabilité verte ou universelle fait ainsi peu à peu son entrée dans le monde feutré des directions financières.

3. Généralisation du financement par des appels d'offres

Le principe de la commande publique ou de l'appel à projets se généralisant au détriment du subventionnement, les associations disposent désormais d'une capacité d'expérimentation limitée.

III-4. Les obstacles idéologiques

1. L'imaginaire libéral de l'ESS - 2. La question de l'égalité femmes-hommes dans l'ESS - 3. L'enjeu idéologique de l'école

Mettre en œuvre des valeurs non capitalistes, dans une société capitaliste, est une gageure.

Les supports, actifs ou passifs, du capitalisme néolibéral ont bien compris que les valeurs de l'ESS sont des amorces de chemin vers son dépassement. Ils s'évertuent donc à en empêcher le plein développement et à accumuler les obstacles à leur mise en pratique. Certains de ces obstacles sont d'ordre structurel, liés en quelque sorte à l'état actuel de l'ESS, fortement traversée par les concepts du capitalisme qu'elle se contente trop souvent d'aménager. **D'autres obstacles se sont accumulés plus récemment, lorsque le néolibéralisme a pris conscience tant des « dangers » inhérents aux valeurs de l'ESS que de son apport économique croissant.**

Chapitre IV- ESS, services publics, entreprises : coopération modèle et/ou amorce ? Quelle forme de démocratisation ?

IV-1. Les Services publics

1. Quelques définitions - 2. Rappel historique

/.... Dans une perspective de dépassement du capitalisme, pour aller vers le communisme, il faut se poser des questions importantes concernant l'ESS et les Services publics, mais aussi la France et plus largement l'humanité et la planète : Quelle ESS ? Quels Services publics ? Quelle dynamique économique en actes pour

la transformation sociétale capable de maîtriser les immenses et incontournables défis posés à notre génération ?

En adoptant une vision dynamique, on peut considérer que nous sommes dans une période de transition - où les nationalisations étatiques ont montré leurs limites en régime capitaliste, tout en étant nécessaires pour les Services publics d'intérêt national

- où l'ESS a fait à la fois figure d'élément très important de vie du territoire, et d'école de fonctionnement alternatif.../

IV-2. Corrélations entre missions, complémentarités d'action

1. Les principes généraux

La qualité de la coopération entre ESS et services publics dépendra de la qualité de leur partenariat, de la cohérence de leurs pratiques démocratiques respectives. Elle ne doit pas résider dans leurs définitions juridiques respectives, mais d'abord dans les règles opérationnelles et principes qu'ils mettent en œuvre, dans la nature des projets qui les anime (pour qui ? pourquoi ? Comment ? ...).

2. Secteurs en tension, pistes de réflexion

La santé, l'éducation, l'agriculture et l'alimentation, la sécurité, l'emploi, la formation, le secteur énergétique... tous ces « communs » de la Nation sont menacés par la prédation capitaliste. Besoins fondamentaux de tous, faisant l'objet de dépenses obligatoires, ils sont des marchés privilégiés, inépuisables et « juteux ». A l'inverse des contrats de type PPP (partenariats publics -privés), la formation de PTCE, Pôles territoriaux de coopération économique s'y oppose. De même la création des **scic**, [les Sociétés coopératives d'intérêt collectif](#) permet d'allier efficacité du service public à démocratie

Ici un exemple : celui de la société coopérative d'intérêt collectif [Enercoop](#)...

Quelques pistes de réflexion

Avec les [PTCE \(Pôles territoriaux de coopération économique\)](#), les communes, s'appuyant sur un positionnement nouveau et interactif des élus conseillers municipaux, peuvent développer une coopération vivante avec le tissu social local, les associations, les groupes citoyens, pour construire ensemble, à partir des mêmes préoccupations (les communs) les structures du Projet communal. Il s'agit, en préalable, de positionner, au centre du débat, les citoyens concernés par chaque problème soulevé. Il appartient ensuite, de définir en commun les principes et valeurs à respecter et à faire respecter, les limites (de temps, de moyens, d'espaces) dont on dispose et de définir le sens et le but poursuivis pour construire la problématique la plus précise possible.

Chapitre V. Propositions à court et moyen terme pour construire des alternatives solidaires, féministes, citoyennes et écologiques

V-1. Améliorer et renforcer l'existant

Le but général de nos propositions est que les travailleurs prennent leurs affaires en main, commencent à sortir l'entreprise du marché capitaliste, avec comme principe de remplacer la valeur d'échange par la valeur d'usage. Produire pour satisfaire les besoins et non pour la rentabilité à court terme, telle est l'orientation.

1. Évolutions souhaitables dans l'ensemble des structures de l'ESS

Assurer la **sécurité professionnelle**. Changer les **critères de gestion**. Arriver à **l'égalité femmes/hommes dans l'ESS**. Ici intervient l'exemple des pratiques non genrées de [Coopaname](#) qui font l'objet de recherche action. **Poursuivre l'innovation** au niveau local avec Les Agences Locales de Création d'Activités (ALCA)

2. Propositions pour les secteurs d'activités industrielles et commerciales

Santé, logement, transport, numérique, agriculture, commerce, banques, mutuelles...Chacune de ces branches font l'objet de propositions précises liées aux valeurs et pratiques dans l'ESS

3. Propositions pour la culture -4. Propositions pour l'école

V-2. Lutter pour des modifications législatives, structurelles et comptables

1. Modifications législatives

La première d'entre elles : le droit de préemption des salariés en cas de vente de leur entreprise, la deuxième

2. Modifications comptables

Les propositions actuellement sur la table sont loin d'être à la hauteur de nos ambitions. Un travail théorique dans ce domaine serait nécessaire. L'objectif : comptabiliser, outre la performance financière, la capacité de l'entreprise à vivre en harmonie avec son milieu environnemental et social.

V-3. La problématique d'une conception communiste de l'ESS recoupe celle des communs

Il faut favoriser l'organisation en communs des unités locales de production d'énergie, des semences... et des Services publics (par une gestion collective des usagers, salariés, collectivités territoriales...). Pour ce faire, il faut subordonner le capital au travail.

V-4. La preuve par la pandémie et perspectives communistes

L'écriture de ce texte collectif se termine en pleine pandémie de Covid-19. Même si l'ambition de ce manifeste dépasse l'urgence actuelle, il est à noter à quel point cette crise sans précédents conforte, voire renforce, les idées que nous avons développées. Les propositions contenues dans ce texte sont devenues d'une brûlante actualité, ainsi la proposition de construire une coopérative municipale agricole à Paris ou d'intégrer les multinationales du médicament dans un pôle public.

Après un long chapitre de propositions pour la santé, l'industrie, l'agriculture, le commerce, l'aménagement du territoire, le logement, l'école, la culture, le numérique, la finance... le Manifeste aborde une réflexion sur les Communs :

.../Il est urgent de reconnaître juridiquement les biens communs (l'air, l'eau, l'alimentation, le vivant, la santé, l'énergie, la monnaie, etc.) et de les faire échapper à la marchandisation.

En proposant cette représentation communiste de l'ESS, nous ambitionnons d'en faire un levier révolutionnaire de rupture sociétale, Un levier capable de bousculer ce monde qui « marche sur la tête », embarquant l'humanité à sa perte. Nous proposons une société alternative globalement démocratique et pas seulement une alternative économique. Nous présentons une conception de « l'entreprise » revue dans son concept même, devant répondre de sa finalité devant le peuple, être maîtrisée par le peuple, fonctionner démocratiquement. Une entreprise « ouverte » et intégrée au fonctionnement complexe des besoins citoyens, de leurs évolutions, de leurs décisions. Une entreprise qui ne doit pas décider des besoins, des modes de production et de distribution en fonction de ses intérêts propres. Mais être service et moyen sociétaux sous maîtrise sociétale.

Conclusion

Bâtir un « communisme des Communs, La conclusion insiste :

Dans la période d'après-covid, il faudra savoir utiliser ce temps désagréable, angoissant, comme un tremplin pour redéfinir notre société « rêvée », nos pratiques du vivre ensemble, de la solidarité, faite de redécouvertes toutes simples de la nature et de l'environnement, comme de sécurisation qui crédibilise l'avenir.

Pour construire ce nouvel imaginaire, il faudra une lutte idéologique intense. Des pratiques aident à construire ce nouvel imaginaire dans un monde qui bouge, non seulement dans les structures de l'ESS mais, au-delà sous des formes multiples. De nombreux jeunes, notamment, ont la volonté de donner du sens à leur vie et à leur travail. À nous de contribuer à transformer ce morcellement autogestionnaire en un système autogestionnaire émancipateur et démocratique, alliant entreprises, coopératives, vie associative et services publics pour une gestion démocratique de l'économie. Un communisme des communs.

Contact presse : Sylvie Mayer esspcf@gmail.com 06.81.74.10.13

Des entretiens peuvent être organisés avec les auteurs, et un service de presse assuré aux journalistes

Informations pratiques :

Pour acheter le Manifeste en ligne : <https://boutique.humanite.fr/>
en kiosque le 12 septembre - en librairie le 14 septembre

• COMMUNICATION

PARUTION LE 14 SEPTEMBRE 2020

ISBN 978-2-902174-53-9

CLIL : 3306

Genre : Économie de la mondialisation et du développement

Format : 21,5 x 13,5 cm - 197 pages

Prix : 9,90 €



Pollen...

